



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SPBL SILO PORTUAIRE DE BORDEAUX LETIERCE**

10 rue Chasse-Marée  
27660 Bézu-Saint-Éloi

Références : 26\_UD33\_CRA\_0171  
Code AIOT : 0005200355

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement SPBL SILO PORTUAIRE DE BORDEAUX LETIERCE implanté 12, Quai Français 33530 Bassens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPBL SILO PORTUAIRE DE BORDEAUX LETIERCE

- 12, Quai Français 33530 Bassens
- Code AIOT : 0005200355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPBL est autorisée au titre de la rubrique 2160-2-a (autres silos que plats) de la nomenclature des installations classées et est sous le régime de l'enregistrement pour l'activité 2160-1-a (Silos plats) de cette même nomenclature.

Son activité consiste principalement au stockage et séchage de céréales et oléoprotéagineux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'action régionale «Produits chimiques», menée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine, il a été constaté que l'état des matières stockées n'est pas exhaustif. L'exploitant est tenu de le compléter afin d'assurer sa conformité à l'article 49 de l'arrêté du 10 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En outre, il est demandé à l'exploitant de préciser les dispositions retenues pour assurer le respect des conditions de stockage du produit "Bank" (température comprise entre 0°C et 30°C) ou, le cas échéant, de justifier toute évolution de ces conditions au regard d'une version actualisée de la FDS fournie par le fournisseur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) en version informatique sur son serveur interne ainsi que via l'outil de gestion documentaire du groupe « Bluekango ». Deux classeurs papier sont également mis à disposition des opérateurs au niveau de l'atelier et de la salle de contrôle, permettant l'accès aux informations. Les dates de mise à jour comprises entre 2019 et 2024 ont été relevées sur les documents consultés (registre de suivi) ainsi que sur les FDS vérifiées par sondage. L'exploitant indique que les FDS sont transmises par les fournisseurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure que l'ensemble des fiches de données sécurité (FDS) détenues est à jour et établi conformément aux dispositions du règlement REACH (CE) n°1907/2006 et de ses textes d'application.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a examiné plus particulièrement la fiche de données de sécurité (FDS) du produit « BANK ». Il a été constaté que l'exploitant a pris en compte les risques identifiés et a mis en place des mesures adaptées : présence de moyens d'extinction appropriés (eau pulvérisée), mise à disposition d'équipements de protection individuelle (EPI) adaptés pour les opérateurs (casque, visière, tablier, gants, masque...), rétentions dimensionnées aux volumes stockés, présence d'un kit absorbant en cas de déversement accidentel, affichage de consignes de sécurité au niveau du local et ventilation naturelle du local de stockage.</p> <p>Les emballages vides sont repris par la société SARP sous la dénomination « emballages vides, MTX souillés phytos conditionnés » ; le bordereau de suivi des déchets en date du 21 janvier 2026 a été présenté lors de l'inspection. Ces éléments traduisent une prise en compte globalement satisfaisante des prescriptions de la FDS.</p> <p>Toutefois, la FDS du produit « BANK » précise une température de stockage comprise entre 0 °C et 30 °C.</p> <p>L'inspection relève que, dans le contexte climatique local, des températures supérieures à 30 °C peuvent être atteintes en période estivale à Bordeaux, y compris sur des durées prolongées. Cette situation est susceptible de s'accroître dans le contexte du réchauffement climatique, ce qui augmente la probabilité d'un dépassement ponctuel ou prolongé de la plage de température maximale mentionnée dans la FDS au sein de ce local ventilé naturellement.</p> <p>Il est rappelé que le respect des conditions de stockage figurant dans les FDS constitue un élément de maîtrise des risques et doit pouvoir être justifié.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant des dispositions retenues pour s'assurer du respect de la plage de température prescrite du produit « BANK » ou, à défaut, de justifier que les conditions réelles de stockage ne sont pas de nature à compromettre la sécurité des personnes et de l'environnement. Le cas échéant, tout échange avec le fournisseur ainsi que toute précision ou mise à jour de la fiche de données de sécurité (FDS) relative à cette exigence devront être joints.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>
<p><b>N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite des installations a permis de constater que les produits sont stockés sur des rétentions adaptées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection n'a pas relevé de stockage de produits incompatibles dans les différentes zones du site.</p> <p>Cependant, une attention particulière doit être portée au bac de rétention situé dans l'atelier de maintenance, qui sert au stockage de petites quantités de produits variés, principalement des pots de peinture.</p> <p>L'inspection a interrogé l'opérateur présent dans l'atelier sur les modalités de gestion de ce stockage. Ce dernier a indiqué qu'il s'agissait surtout de peintures en faible quantité et qu'il ne vérifiait pas systématiquement si certains produits pouvaient être incompatibles entre eux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer que des récipients contenant des substances incompatibles ne sont pas placés sur une même rétention, cela s'applique notamment au bac de</p>

l'atelier de maintenance, qui contient des produits en petites quantités et de nature variée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué stocker sur le site :

- des produits phytosanitaires ;
- de l'huile de lubrification ;
- du GNR (cuve d'une capacité de 4 000 L) ;
- divers autres produits en petite quantité dont notamment quelques pots de peinture.

L'exploitant a présenté un état mensuel mentionnant notamment :

- Huile végétale / Epiol : 2 900 (janvier) ; 2 450 (février)
- GNR : 1 200 (janvier) ; 4 000 (février - capacité de la cuve)
- Kobiol EC 225 : 3 (janvier)
- Kobiol : 1 400 (janvier) ; 600 (février)
- Bank : 50 (janvier et février)

Le document présenté mentionne certains produits (Epiol, GNR, Kobiol, Bank), mais il ne recense pas l'ensemble des produits dangereux présents sur le site. En effet, il n'intègre notamment pas l'huile de lubrification ni les autres produits chimiques (peintures, produits divers).

En l'état, le registre présenté est incomplet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- de compléter son état des matières stockées afin d'y intégrer l'ensemble des substances et mélanges dangereux présents ou susceptibles d'être présents sur le site ;
- de veiller à la mise à jour régulière de l'état des matières stockées et à sa conformité avec les dispositions applicables, notamment celles prévues à l'article 49 de l'arrêté du 10 octobre 2010 précité.

Il appartient à l'exploitant de s'assurer que l'inventaire des produits dangereux détenus sur le site est exhaustif, actualisé et conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois